



Communiqué de presse de Hervé SAULIGNAC

Le 09 février 2018

Hervé Saulignac élu Vice-président de la commission d'enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires.

Suite à l'intrusion de 22 militants de Greenpeace dans la centrale nucléaire de Cruas-Meysses, le 28 novembre dernier, Hervé Saulignac avait demandé la création d'une commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires. Il vient d'être élu Vice-président de cette commission réunissant 30 parlementaires.

La France a choisi de mettre le nucléaire au cœur de sa politique énergétique. Elle doit l'assumer en commençant par garantir la sûreté et la sécurité de ses installations, de manière coordonnée avec l'exploitant.

Pour autant, dans un contexte de forts risques terroristes, la confiance accordée à la parole publique qui assène que la sécurité est assurée, est grandement mise à mal quand une association peut pénétrer avec autant de facilité dans un site nucléaire.

Par ailleurs, à l'heure où l'objectif de parvenir à la diminution de la part de nucléaire dans la production électrique française dès 2025 vient d'être remis à plus tard, la sûreté des centrales - deuxième volet de cette commission d'enquête - n'en reste pas moins un sujet majeur. S'il s'agit de prolonger la durée de vie des centrales le plus longtemps possible comme l'a annoncé le directeur du Parc nucléaire français d'EDF, alors le travail de cette commission sera essentiel.

Cette commission d'enquête aura une lourde responsabilité. Elle devra travailler dans la sérénité, la transparence et produire un avis suffisamment clair pour être suivi d'une traduction politique. Elle devra mettre à jour les failles de sûreté et de sécurité, les évaluer et déterminer les mesures qui s'imposent pour y remédier.

Les auditions seront organisées en plusieurs phases. La commission entendra d'abord les associations et ONG, puis les acteurs institutionnels, les exploitants, les experts sécurité et les experts indépendants. Des déplacements ainsi qu'une rencontre avec l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) seront également prévus.

La commission débutera ses travaux le 15 février prochain par les auditions de Yves Marignac, directeur de Wyse-Paris ; Yannick Rousselet, responsable nucléaire de Greenpeace France ; Bernard Laponche, consultant membre de l'association Global Chance ; Charlotte Mijeon et Martial Château représentants l'association Réseau Sortir du nucléaire ; et Jean-Claude Delalonde, président de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCCLI).